



Quand les despotes portent le masque de démocrates

par Kenneth Roth

Rarement la démocratie aura-t-elle été à la fois aussi acclamée et profanée, aussi encouragée et bafouée, aussi importante et décevante. Aujourd'hui, elle s'est muée en condition sine qua non de la légitimité. Peu de gouvernements souhaitent se montrer non démocratiques. Néanmoins, les références que présentent les prétendants au titre ne sont pas à la hauteur de la popularité croissante de la démocratie. A l'heure actuelle, même les dictateurs déclarés aspirent au statut conféré par l'étiquette de démocrate. Déterminés à ne pas laisser de simples faits leur barrer la route, ces dirigeants se sont rendus maîtres dans l'art du discours démocratique peu en phase avec leur pratique de gouvernance.

Pour quelle autre raison un dirigeant aussi implacable que le président d'Ouzbékistan, Islam Karimov, choisirait-il d'organiser des élections ? Pourquoi s'en donner la peine ? Karimov est à la tête d'un gouvernement qui a emprisonné quelque 7 000 personnes pour des motifs politiques et religieux, qui torture régulièrement des détenus et qui, pas plus tard qu'en 2005, a massacré des centaines de contestataires à Andijan. Il ne s'agit assurément pas d'un démocrate et aux élections de décembre 2007, aucun réel adversaire ne s'est dressé sur son chemin car personne n'ose défier sérieusement son pouvoir. Même une interdiction constitutionnelle prohibant un troisième mandat présidentiel de sept ans ne lui a pas fait obstacle.

Pourtant, ce président brutal trouve utile d'organiser des parodies d'élections afin de légitimer son règne. D'autres font de même, dont Robert Mugabe au Zimbabwe, Pervez Musharraf au Pakistan, Hosni Moubarak en Egypte, Meles Zenawi en Ethiopie et Vladimir Poutine en Russie.

Même la Chine s'est laissée prendre au jeu. Á l'occasion d'un discours prononcé en octobre 2007 devant le Congrès du Parti communiste, le Président Hu Jintao a utilisé le mot « démocratie » plus de 60 fois, en réclamant davantage au sein du parti. Cela ne l'a toutefois pas empêché d'interdire les partis politiques indépendants,

d'entraver les initiatives légales visant à préserver les droits élémentaires et de rayer de la carte un nombre incalculable d'organisations de la société civile, d'organes de presse et de sites web. Et il n'y a pas d'élections nationales. Qu'avait-il donc en tête ? Le parti a autorisé 221 candidats à se disputer 204 sièges à son Comité central.

Les techniques utilisées par ces autocrates pour maîtriser l'irritante imprévisibilité de la démocratie sont pour le moins créatives. Le défi auquel ils sont confrontés est de donner l'apparence qu'ils embrassent les principes démocratiques tout en évitant tout risque de céder aux préférences populaires. La fraude électorale, la violence politique, la censure de la presse, la répression de la société civile, voire l'instauration d'un régime militaire, sont autant de moyens utilisés pour restreindre la possibilité que le prétendu processus de démocratisation puisse réellement permettre à la population d'avoir voix au chapitre dans la gouvernance.

Contrairement aux droits humains, la « démocratie » n'a aucune définition légalement établie, ce qui explique en partie pourquoi les dictateurs peuvent espérer s'en tirer avec ce genre de subterfuge. Le concept de démocratie reflète la vision puissante selon laquelle la meilleure façon de choisir un gouvernement et de lui indiquer le chemin à suivre est de confier l'autorité ultime à ceux qui sont soumis à son pouvoir. Ce système politique est loin d'être parfait, car d'une part il comprend un risque, celui de l'indifférence de la majorité vis-à-vis des minorités, et d'autre part des éléments puissants sont susceptibles d'y exercer une influence excessive. Néanmoins, en tant que forme « la moins mauvaise » de gouvernement, pour reprendre la célèbre formule de Winston Churchill, il s'agit d'une composante importante de l'idéal des droits humains. Pourtant, il n'existe aucune convention internationale sur la démocratie, aucun traité largement ratifié affirmant qu'un gouvernement doit bien se tenir pour mériter l'étiquette de démocrate. Le sens du mot démocratie relève trop de la subjectivité.

En revanche, le droit international des droits humains permet à tout citoyen de « prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis », et de « voter » au cours « d'élections périodiques, honnêtes », au « suffrage universel et égal » et « au scrutin secret », « assurant l'expression libre de la volonté des électeurs ». Il octroie également une série de droits connexes qui devraient être considérés comme indispensables à toute forme durable de démocratie digne de ce nom, notamment des droits protégeant une société civile vigoureuse et diversifiée et une presse libre

et dynamique, des droits défendant les intérêts des minorités, des droits garantissant que les fonctionnaires du gouvernement sont soumis à l'autorité de la loi. La spécificité et la nature légalement contraignante des droits humains constituent leur grande force. Mais lorsqu'en se posant en démocrates, des autocrates parviennent à déjouer les critiques relatives à leur violation de ces droits, lorsqu'ils peuvent profiter des avantages que confère l'acceptation au sein du club des démocraties sans en payer les frais d'admission, à savoir respecter les droits élémentaires, la défense globale des droits humains est mise en péril. Pourquoi se donner la peine d'observer un ensemble de règles aussi importun que le droit international des droits humains alors qu'en recourant à quelques artifices, tout tyran peut se faire passer pour un « démocrate » ?

Le galvaudage de l'appellation démocratique n'est pas entièrement nouveau. L'ex-République démocratique allemande (nom de feu l'État communiste à parti unique d'Allemagne de l'Est) ou l'actuelle République démocratique populaire de Corée (invraisemblable nom officiel de la Corée du Nord) en sont d'excellents exemples. Mais rares sont ceux qui ajoutent foi à ces prétentions orwelliennes. Ce qui est nouveau et triste à la fois, c'est la facilité avec laquelle les autocrates actuels peuvent se tirer d'embarras en se fabriquant une façade démocratique.

Ce n'est pas que ces dirigeants pseudo-démocrates y gagnent beaucoup en légitimité à l'intérieur de leurs frontières. La population de leur pays sait trop bien que les élections ne sont à vrai dire qu'une amère mascarade. Au mieux, ces leaders y trouvent-ils quelque intérêt à feindre de respecter la législation locale imposant des élections. Mais une grande partie de la motivation qui se cache derrière ce vernis démocratique est plutôt suscitée par la légitimité internationale qu'un exercice électoral, même vide de sens, peut apporter, y compris au plus endurci des dictateurs. En raison d'autres intérêts—l'énergie, le commerce, la lutte antiterroriste—, les démocraties les plus établies du monde trouvent trop souvent qu'il est plus commode de se montrer crédules face à ces imposteurs.

Les premiers ont été les Etats-Unis sous la direction du Président George W. Bush. Le parallèle entre les gouvernements répressifs et le gouvernement américain est troublant : ce dernier a embrassé la promotion de la démocratie en guise d'alternative, plus souple et plus floue, à la défense des droits humains. La démocratie est un étalon avec lequel les États-Unis peuvent encore être jugés plutôt favorablement. Par contre, les droits humains constituent une norme face à

laquelle le bilan de l'administration Bush apparaît profondément inquiétant. Parler des droits humains amène à parler de Guantanamo, des prisons secrètes de la CIA, du « waterboarding » (simulacre de noyade), des restitutions de détenus, des commissions militaires et de la suspension de l'habeas corpus. Malgré les élections présidentielles de 2000, le débat sur la démocratie se déroule en terrain plus sécurisant.

Dissocier à ce point la démocratie des normes internationales qui lui donnent un sens contribue à convaincre les autocrates que de simples élections, quelles que soient les circonstances, suffisent pour garantir l'étiquette de démocrate. La réaction de Bush face à « l'état d'urgence » décrété en novembre 2007 par Musharraf, encore général à l'époque, illustre le problème. Même après le véritable coup d'État de Musharraf et l'arrestation de milliers d'opposants politiques, Bush a déclaré que Musharraf n'avait en quelque sorte pas « dépassé les limites ». Le président américain n'était guère en position de décrire le bilan de Musharraf en matière de droits humains ; il a par conséquent affirmé que Musharraf était « quelqu'un qui croit en la démocratie » et que le Pakistan était « sur la voie de la démocratie ». Mais si, contrairement au droit des droits humains, « la voie vers la démocratie » permet d'incarcérer des opposants politiques, de révoquer des juges indépendants et de réduire au silence la presse indépendante, on comprend aisément pourquoi les tyrans du monde entier sont tentés de croire qu'eux aussi satisfont aux conditions requises. Alors que des prétendants aussi indignes que les dirigeants de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Kazakhstan et du Nigeria se drapent dans le manteau de la démocratie en essuyant très peu d'objections internationales, le concept de la démocratie est discrédité et sa composante des droits humains est mise de côté.

Pour aggraver la situation, les efforts déployés par l'administration Bush pour expliquer l'invasion de l'Irak par le souhait de promouvoir la démocratie font qu'il est plus facile pour les autocrates d'assimiler les pressions pro-démocratiques à un agenda impérialiste et militariste. Malheureusement, ce stratagème cynique fonctionne souvent, car une grande partie de la planète voit aujourd'hui dans toute campagne de Washington en faveur de la démocratie un prétexte d'invasion militaire ou de changement de régime, voire une recette pour le chaos. Les dictateurs ont appris qu'évoquer l'Irak pouvait être un moyen très utile d'atténuer les pressions pour une démocratisation chez eux. Et les gouvernements qui auraient pu défendre une vision plus forte de la démocratie se montrent réticents à le faire, de crainte d'être pris pour des partisans de l'agenda élaboré par Bush.

D'autres gouvernements ont également invoqué l'excuse d'élections qui n'en étaient pas pour rétablir, comme si de rien n'était, leurs relations avec des dictatures qui méritent une condamnation, pas un partenariat. La façon dont l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), organe qui comprend 56 gouvernements d'Europe et d'Asie centrale ainsi que les Etats-Unis et le Canada, a traité le Kazakhstan en est un excellent exemple. En août 2007, le Président Nursultan Nazarbaïev a organisé des élections parlementaires à l'occasion desquelles l'OSCE a relevé des irrégularités au niveau du comptage des voix dans 40 pour cent des bureaux de vote qu'elle a visités. Résultat prévisible : le parti de Nazarbaïev a remporté tous les sièges à la chambre basse du parlement avec, selon les chiffres proclamés, 88 pour cent des voix, aucun parti d'opposition n'ayant apparemment dépassé le seuil des 7 pour cent nécessaire pour une représentation parlementaire. Cette fraude a eu lieu sur fond de violations permanentes et généralisées des droits humains : les fidèles du gouvernement dominent les médias audiovisuels, les journalistes indépendants sont menacés et harcelés pour avoir critiqué le président ou le gouvernement, la diffamation continue d'être utilisée comme infraction pénale, et les militants de l'opposition risquent l'emprisonnement, à l'image d'Alibek Zhumbaïev, qui purge actuellement une peine de cinq ans de prison pour avoir insulté Nazarbaïev.

Mais qu'importent toutes ces évidences ? L'OSCE a affirmé que les élections avaient « contribué à faire avancer le Kazakhstan sur la voie de la démocratie ». Cette vue de l'esprit visait apparemment à éviter que le Kazakhstan ne se voie empêché de réaliser l'ambition qu'il nourrit depuis longtemps, à savoir devenir la première ex-république soviétique à présider l'OSCE. Préoccupée par des soucis énergétiques, l'Allemagne s'est jointe à la Russie pour soutenir cette candidature inopportune. Bien que les gouvernements américain et britannique aient été les premiers à s'y opposer, ils ont eux aussi fini par lâcher pied. En novembre 2007, les États de l'OSCE ont par consensus décidé de confier la présidence au Kazakhstan en 2010. Plutôt que de devoir prouver dans les faits son respect pour la démocratie et pour les normes des droits humains qui sont au cœur de l'OSCE, le Kazakhstan a uniquement dû s'engager à entreprendre une réforme électorale et des médias et à cesser de chercher à miner le mandat de l'OSCE en matière de droits humains. Ce nivellement par le bas de la démocratie, qui a déclenché peu de protestations de la part des gouvernements qui sont les mieux placés pour lui servir de protecteurs, fait qu'il est aujourd'hui plus facile pour les dirigeants autoritaires tels que Nazarbaïev de se

faire passer pour des démocrates et de déjouer les pressions en faveur d'une réforme plus significative dans le domaine des droits humains.

Bien entendu, le fait d'insister sur une démocratie réelle n'est pas le seul critère pour tester l'engagement de la communauté internationale en faveur des droits humains. Il est un autre élément d'une importance tout aussi fondamentale : sa réaction face aux atrocités commises massivement dans des endroits tels que l'est du Tchad, la Colombie, l'est du Congo, la région d'Ogaden en Éthiopie, l'Irak, la Somalie, le Sri Lanka et la région du Darfour au Soudan, ainsi que face aux sociétés fermées ou à la sévère répression dans des pays tels que la Birmanie, la Chine, Cuba, l'Érythrée, la Libye, la Corée du Nord, l'Arabie Saoudite et le Vietnam. Ces situations urgentes sont traitées en détail dans le présent rapport. Néanmoins, la cause des droits humains ne doit pas uniquement s'inquiéter de ces cas graves mais également des gouvernements qui se montrent peut-être légèrement plus ouverts mais recourent à des moyens répressifs pour prévenir toute remise en question de leur pouvoir. Leur tâche se trouve facilitée lorsque de simples gestes envers la démocratie leur permettent de se soustraire au respect de l'éventail complet des droits humains.

Afin d'éviter ce tour de passe-passe, afin d'empêcher que l'appel de la « démocratie » ne soit utilisé à outrance comme piètre substitut à des normes de droit plus astreignantes, il faut de toute urgence redonner tout son sens à l'idéal démocratique. Cela ne signifie pas qu'il faille prôner une forme de gouvernance strictement définie. La démocratie se décline légitimement sous de nombreuses variantes, notamment des systèmes fondés sur la représentation proportionnelle et des modèles majoritaires à un tour, ceux qui ont un président aux pouvoirs forts et d'autres qui se concentrent sur un premier ministre puissant, ceux qui confient principalement les pouvoirs à la branche exécutive et d'autres qui préfèrent une législature plus forte. Mais toutes les démocraties dignes de ce nom présentent certaines caractéristiques communes, notamment des élections périodiques compétitives qui se tiennent librement, avec des résultats précis obtenus dans la transparence, un nombre significatif de partis politiques, des organes de presse indépendants, des organisations de la société civile qui offrent aux citoyens—y compris aux minorités—une vaste gamme d'opportunités de se regrouper afin de faire entendre leurs voix, ainsi qu'un système juridique qui garantit que personne—en particulier aucun fonctionnaire du gouvernement—n'est au-dessus des lois.

En 2007, la démocratie a fait preuve de vitalité, par exemple en Sierra Leone, en Jamaïque, en Pologne et en Australie—pays qui ont tous connu l’alternance au pouvoir et où des partis d’opposition sont entrés en fonction après des élections largement considérées comme libres et honnêtes. En Turquie, lorsque l’armée a mené un « coup d’État électronique » pour tenter d’empêcher le gouvernement islamique modéré, démocratiquement élu, de nommer l’un de ses responsables, Abdullah Gül, à la présidence, le gouvernement a appelé à des élections générales anticipées, a obtenu une impressionnante confirmation de son mandat et a de toute façon fini par nommer Gül. Le peuple turc a révélé à quel point son désir de démocratie était profond.

Cependant, nombreux sont les dictateurs qui cherchent avidement à s’octroyer une légitimité au rabais. S’ils peuvent y parvenir avec une parodie d’élections, ils n’hésiteront pas. Leur capacité à le faire dépend dans une large mesure de la vigilance dont font preuve les démocraties établies pour insister sur toutes les dimensions de la démocratie, notamment le respect de l’État de droit et d’une vaste palette de droits humains. Un engagement envers la démocratie basé sur des principes n’est pas facile. Il peut signifier devoir exercer des pressions sur des amis tyranniques ou promouvoir des droits que même certaines démocraties établies préféreraient ne pas mettre en lumière. Mais un engagement basé sur des principes est nécessaire si l’on veut que la promotion de la démocratie soit une source de pressions réelles pour faire respecter les droits humains plutôt qu’un nouvel instrument permettant de contourner les normes internationales au profit d’une alternative euphorisante mais futile.

Reconquérir le puissant idéal de la démocratie, si vital pour la cause des droits humains mais tellement exposé au risque d’être faussement présenté comme un séduisant ersatz, exige de prêter une attention accrue aux habiles subterfuges de ses détracteurs. Ce qui suit est un résumé des récentes tendances observées, où des gouvernements bafouent les droits humains afin de saper la démocratie ou proclament la démocratie afin d’éviter le débat sur les droits humains.

Faire respecter la démocratie requiert par ailleurs d’éviter certains pièges qui ont miné les efforts récents déployés pour la défendre. Comme il est décrit plus bas, bon nombre de démocraties établies ont succombé aux tendances qui poussent à miser sur des « démocrates » plutôt que sur des principes démocratiques, à accepter la fausse dichotomie selon laquelle la seule alternative au despote que l’on connaît est le

despote que l'on craint, à affirmer que la démocratie pourrait s'épanouir même si elle était séparée des droits humains qui lui donnent son sens, ou à moduler les exigences de démocratie réelle en fonction de la valeur stratégique du prétendu démocrate. Il importe de résister à ces tendances si l'on veut que la promotion de la démocratie atteigne son potentiel en tant que force positive pour les droits humains.

Jeux rhétoriques

L'utilisation ambiguë de la démocratie par les dirigeants autoritaires commence souvent par des jeux de mots et des tours de passe-passe rhétoriques laissant entendre que les restrictions sapant la démocratie sont réellement nécessaires pour préserver cette dernière. Au Pakistan par exemple, Musharraf a imposé « l'état d'urgence » pour empêcher la Cour suprême, alors indépendante, de déclarer illégale son élection à la présidence alors qu'il était toujours à la tête de l'armée. En dépit de cette motivation très personnelle, il a affirmé que le coup d'État était nécessaire pour « préserver la transition démocratique ». De même, au Bangladesh, un gouvernement intérimaire nommé par l'armée a interdit toutes les activités politiques et syndicales et limité les libertés de la presse, tout cela au nom de la préparation d'élections nationales crédibles.

De nombreux leaders répressifs ont tenté de redéfinir la démocratie en lui apposant un qualificatif désastreux ou un adjectif antithétique. Le Président Vladimir Poutine, qui tronque la démocratie en rayant de la carte tous les centres d'influence qui lui font concurrence en Russie, est devenu un partisan de la « démocratie souveraine », ce qui veut dire en réalité que la démocratie est tout ce que le souverain veut qu'elle signifie. Alors qu'elle arrêtaient les moines contestataires et réprimait violemment les mouvements de protestation, la junte birmane parlait du besoin de « démocratie disciplinée ». La Chine promeut depuis longtemps la « démocratie socialiste », terme par lequel elle désigne un centralisme directif qui élimine les opinions minoritaires.

Au Pakistan, Musharraf a justifié « l'état d'urgence » en invoquant la « démocratie authentique », expliquant : « Nous voulons la démocratie, nous voulons les droits humains, nous voulons les libertés civiles mais nous le ferons à notre manière ». En Libye, Mouammar Kadhafi utilise le terme « démocratie participative » pour justifier la suppression des partis politiques indépendants au motif que la population n'en a pas besoin comme intermédiaires car elle participe directement à la gouvernance par le biais des assemblées organisées par le gouvernement. Dans la version

cubaine de ce même concept, les candidats doivent être approuvés au préalable par des organisations de masse contrôlées par le gouvernement, et la constitution limite sérieusement l'existence de toute organisation politique autre que le Parti communiste.

La fraude électorale

La fraude électorale ordinaire est l'une des stratégies les plus courantes utilisées pour éluder les incertitudes de la démocratie. Outre le cas du Kazakhstan, cité plus haut, le Nigeria et le Tchad en sont de récents exemples.

Au Nigeria, confronté pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1960 à la passation de pouvoirs d'un dirigeant civil à un autre, le Parti démocratique du peuple, qui est au pouvoir, a recouru massivement à la fraude pour s'assurer que son candidat, Umaru Yar'Adua, succède à Olusegun Obasanjo à la présidence lors des élections d'avril 2007. Cherchant à se racheter une certaine légitimité, Yar'Adua a lancé, et c'est tout à son honneur, un processus de réforme électorale, autorisé les tribunaux à annuler plusieurs des victoires frauduleuses de son parti au niveau des états, et sa propre élection douteuse fait toujours l'objet d'une enquête judiciaire. Mais personne n'a été poursuivi en justice pour le bourrage flagrant des urnes, l'achat de voix et les intimidations politiques qui ont été capitaux pour son « élection ». Résultat : le peuple nigérian a perdu l'espoir de le voir traduire son discours réformiste en une nouvelle réalité démocratique.

Au Tchad, le Président Idriss Déby, qui s'est emparé du pouvoir en 1990, a donné à son régime l'imprimatur de la démocratie en organisant trois parodies d'élections présidentielles. En 2005, il a supprimé une disposition qui l'empêchait de se représenter pour un troisième mandat de cinq ans en amendant la constitution lors d'un référendum entaché d'irrégularités. Prévoyant des fraudes, les groupements d'opposition ont refusé de présenter des candidats à la présidentielle de 2006, laissant Déby l'emporter aisément face à quatre adversaires faibles, dont deux ministres du gouvernement. Les États-Unis et l'Union européenne ont refusé d'envoyer des observateurs, alors que le scrutin enregistrait une faible participation des électeurs, des votes de personnes mineures et des votes multiples.

Le contrôle des mécanismes électoraux

Les élections honnêtes dépendent de l'indépendance des personnes qui les organisent. Il n'est donc pas étonnant que l'un des moyens préférés des dirigeants pour manipuler les élections est de placer leurs partisans dans les différents mécanismes électoraux. En Azerbaïdjan, où la fraude électorale a toujours été un problème, le parti au pouvoir du Président Ilham Aliev nomme le président de la commission électorale et est majoritaire en son sein. Au Zimbabwe, les partis d'opposition sont exclus de la commission électorale. En Thaïlande, la nouvelle constitution parrainée par les militaires permet aux membres de la commission électorale nationale d'être choisis par le sénat, lequel était autrefois élu mais est aujourd'hui nommé.

Le cas de la Malaisie illustre bien pourquoi les gouvernements cherchent à contrôler les mécanismes électoraux. Sa commission électorale, dominée par le gouvernement, a rejeté les efforts déployés par l'opposition pour supprimer des listes électorales les présumés électeurs fantômes, pour éliminer l'usage répandu des votes par correspondance des employés du gouvernement, et pour autoriser tous les partis politiques à avoir accès aux médias contrôlés par l'État. De même, le Cambodge s'est rendu maître dans l'art d'organiser des élections par l'entremise d'une commission électorale nationale contrôlée par le parti au pouvoir, le Parti du peuple cambodgien, laquelle commission ignore ensuite purement et simplement les dénonciations de violence, de fraude ou d'intimidation émises par les observateurs indépendants ou les partis d'opposition.

En raison de ces failles, des institutions internationales viennent souvent prêter main forte aux mécanismes nationaux d'observation des élections. Mais ces institutions se retrouvent également dans le collimateur de ceux qui cherchent à diriger le processus électoral. Ainsi, le Kremlin a empêché des observateurs du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, principal organe d'observation électorale de l'OSCE, de suivre de près les élections parlementaires russes de décembre 2007 en retardant l'octroi de visas, en limitant le nombre d'observateurs internationaux susceptibles d'être admis, et en menaçant de ne laisser l'OSCE faire part de son évaluation que longtemps après que les médias russes contrôlés par le gouvernement aient modelé la perception qu'a le public du scrutin.

Les manœuvres d'obstruction visant à décourager les candidats de l'opposition

Un moyen évident de truquer une élection est d'empêcher les candidats de l'opposition de s'y présenter. L'Iran a parfaitement mis au point cette méthode, son Conseil des Gardiens ayant rejeté près de la moitié des candidats lors des élections parlementaires de 2004, la plupart étant apparemment considérés comme trop focalisés sur des réformes. A Cuba, l'Assemblée nationale contrôlée par le parti communiste est habilitée à rejeter tout candidat éventuel à la fonction publique. La Tunisie refuse de légaliser la plupart des vrais partis d'opposition. En Thaïlande, la commission électorale du gouvernement militaire a adopté de nouvelles règles drastiques permettant d'exclure des candidats pour des infractions aussi futiles que jouer de la musique lors de rassemblements ou avoir des affiches qui n'ont pas une dimension acceptée— ceci évidemment dans le but d'éliminer les candidats du Parti du pouvoir populaire, le successeur du parti Thai Rak Thai du Premier Ministre évincé, Thaksin Shinawatra.

Dans plusieurs cas, des mesures plus punitives ont été appliquées. En 2005, quelques mois avant les premières élections parlementaires et présidentielles multipartites organisées en Ouganda depuis 26 ans, le gouvernement a emprisonné le principal adversaire présenté à la présidentielle par l'opposition, Kizza Besigye, pour trahison et viol, des chefs d'accusation dissimulant des motifs politiques. Besigye a ensuite été libéré mais sa détention a considérablement limité sa capacité à disputer les élections quelques mois plus tard, perdant face au Président Yoweri Museveni. Au Zimbabwe, en mars 2007, le gouvernement a envoyé un message de découragement similaire aux éventuels adversaires en dépêchant la police pour passer violemment à tabac le leader de l'opposition, Morgan Tsvangirai, et arrêter des dizaines d'autres membres de l'opposition.

Le Turkménistan avait l'occasion d'offrir enfin à son peuple un réel choix après le décès, en décembre 2006, de Saparmurat Niazov, tyran qui a gouverné le pays pendant 21 ans et détruit son système de protection sociale. En lieu et place de choix, le président du parlement, qui aux termes de la constitution devait succéder à Niazov en tant que président intérimaire, a été emprisonné au chef d'accusation d'avoir poussé un proche à tenter de se suicider. La voie était ainsi ouverte à une prise de pouvoir de Gurbanguly Berdymukhamedov. Cinq candidats « alternatifs » de moindre importance, représentant tous l'unique parti politique du pays, se sont

présentés sans succès contre Berdymukhamedov. Aucun dirigeant de l'opposition n'a été autorisé à rentrer d'exil pour se présenter comme candidat.

Parfois, des candidats de l'opposition sont autorisés à se présenter aux élections mais ils sont ensuite punis pour l'avoir fait, ce qui décourage toute nouvelle tentative de ce genre à l'avenir. Sous le Président Alexandre Lukashenko du Bélarus, le gouvernement a arrêté les deux candidats de l'opposition qui s'étaient présentés comme adversaires lors des élections présidentielles de mars 2006. L'un d'eux purge actuellement une peine de cinq ans et demi de prison pour « hooliganisme ».

De même, en 2005, au moment où le Président égyptien Moubarak subissait encore des pressions américaines pour qu'il démocratise son pays, il a autorisé d'autres candidats à se présenter contre lui. Ayman Nour, son adversaire le plus acharné et le plus populaire, aurait officiellement remporté 7 pour cent des voix. Mais pour s'assurer que la candidature de Nour n'encouragerait pas d'autres futurs rivaux plus redoutables, le gouvernement égyptien l'a déclaré coupable du chef d'accusation de faux et usage de faux au terme d'un procès inéquitable à connotation politique et Nour a été condamné à cinq ans de prison.

De nouveau lors des élections parlementaires de 2005, suite à la remarquable performance des Frères musulmans, principal groupe d'opposition du pays, le gouvernement égyptien a procédé à l'arrestation de plus d'un millier de membres du groupe, détenant certains d'entre eux pendant une période allant jusqu'à huit mois. Les autorités ont interdit l'activité politique fondée sur la religion, éliminant la possibilité que les Frères musulmans deviennent un parti politique légalement reconnu. Elles ont également envisagé d'empêcher les candidats de se présenter sous une étiquette indépendante, moyen qui a jusqu'à présent permis aux membres des Frères musulmans de participer aux élections.

Israël a poussé le procédé un cran plus haut en arrêtant des candidats même après qu'ils eurent remporté les élections. Consterné par le fait que le Hamas avait remporté les élections parlementaires de 2006, Israël a arrêté des législateurs du Hamas afin que le parti ne soit pas en mesure d'obtenir un quorum au parlement.

La violence politique

La violence est un outil fréquemment utilisé pour mater la démocratie. Au Liban, des agresseurs non identifiés ont assassiné une série de personnalités appartenant à la majorité parlementaire, laquelle livre un combat politique incessant contre la Syrie et ses alliés au Liban. En Tchétchénie, Ramzan Kadyrov—le président mis en place par le Kremlin—a recours aux forces de sécurité connues sous le nom de « Kadyrovtsy » pour imposer brutalement son autorité. Hun Sen, premier ministre du Cambodge depuis 1985, a utilisé la violence lors de chaque élection pour museler la contestation, notamment en commanditant de nombreux assassinats de membres des partis de l'opposition, de journalistes indépendants, de défenseurs des droits humains et de dirigeants syndicaux. Les autorités éthiopiennes ont réagi aux victoires inattendues de l'opposition aux élections de 2005 en dispersant violemment des manifestations pacifiques et en procédant à l'arrestation de la plupart des leaders de l'opposition.

Au Zimbabwe, qui a prévu des élections présidentielles et parlementaires en mars 2008, le gouvernement a lâché dans la nature des milices de jeunes et des « vétérans » pour battre, torturer et violer des figures de l'opposition, et la police a recouru exagérément à la force, parfois meurtrière, pour disperser des manifestations de l'opposition. En République démocratique du Congo, l'armée et la police ont fait un usage excessif de la force, tuant plus de 100 civils alors qu'elles réprimaient des mouvements de protestation parfois violents contre la corruption électorale en janvier-février 2007. Au Nigeria, le parti au pouvoir a recruté des « cultes » (gangs) pour contenir l'opposition avant les élections d'avril 2007. Lors des élections parlementaires de 2005 en Égypte, alors que les sondages montraient qu'un nombre croissant de candidats affiliés aux Frères musulmans allaient remporter des sièges, les forces de sécurité égyptiennes ont empêché par la force des électeurs de se rendre dans les bureaux de vote situés dans les bastions des Frères musulmans, et lors des violences qui ont suivi, elles ont tué 11 personnes qui essayaient d'aller voter.

Des médias réduits au silence

Une élection sérieuse exige l'existence d'une presse libre—qui met en lumière les questions requérant l'attention du gouvernement et permet une analyse publique des visions politiques contradictoires des candidats. Les médias sont également indispensables pour se faire l'écho des préoccupations de la population entre les

élections. Cette contribution est nécessaire car un seul scrutin organisé toutes les x années constitue une méthode rudimentaire et insuffisante pour faire connaître les préoccupations du peuple. Il n'est donc pas surprenant que les gouvernements qui essaient de contrôler le processus démocratique cherchent à réduire la presse au silence.

Les médias indépendants ont été l'une des premières cibles du Président russe Poutine. Aujourd'hui, toutes les grandes chaînes de radio et de télévision et la plupart des principaux journaux se trouvent aux mains des fidèles du Kremlin. Ce contrôle du paysage audiovisuel a été l'un des plus importants outils utilisés par Poutine pour faire en sorte que l'opposition n'ait aucune possibilité de menacer sa domination politique, que ce soit lors des élections parlementaires de décembre 2007 ou des élections présidentielles prévues pour mars 2008.

Le Président vénézuélien Hugo Chavez, utilisant arbitrairement une procédure réglementaire, a refusé de renouveler la licence de la RCTV, l'une des quatre principales chaînes télévisées privées du pays, la seule à émettre à l'échelle nationale et à avoir osé conserver une ligne éditoriale anti-Chavez. Au Zimbabwe, en vertu des lois répressives sur les médias, le seul quotidien indépendant, le Daily News, a été fermé en 2003.

L'Égypte a emprisonné des journalistes et des blogueurs pour des infractions telles qu'avoir critiqué Moubarak, « porté atteinte à la dignité du pays », et publié « de fausses informations ... susceptibles de troubler l'ordre public ». L'Azerbaïdjan a incarcéré au moins 10 journalistes sous une série de chefs d'accusations forgés de toutes pièces, afin d'empêcher les critiques à l'encontre du Président Aliiev et de son gouvernement. Il a également fermé le principal journal indépendant. Le Kazakhstan a fermé une chaîne de télévision et un hebdomadaire appartenant au beau-fils du président, brouillé avec son beau-père et devenu aujourd'hui opposant politique. A l'instar de l'Azerbaïdjan, il utilise également les lois pénales sur la diffamation pour incarcérer les détracteurs, les accusant entre autres « d'insulter l'honneur et la dignité » du président. Depuis 2002, au moins six journalistes sont morts au Kazakhstan dans des « accidents » suspects.

Les entraves aux rassemblements de l'opposition

Une façon pour les candidats de s'adresser à leurs sympathisants et de faire la preuve de leur force politique est d'organiser des rassemblements publics. Cependant, parce que de grands rassemblements de l'opposition peuvent montrer que le large soutien populaire revendiqué par le gouvernement n'est que vaine prétention, ces manifestations constituent une autre cible favorite de la répression.

En Malaisie par exemple, où sont interdits les rassemblements de plus de cinq personnes sur la voie publique sans autorisation, la police a utilisé de l'eau additionnée d'agents chimiques ainsi que des gaz lacrymogènes pour disperser une marche ordonnée et pacifique de protestataires réclamant des réformes électorales en vue du scrutin prévu pour début 2008. En Russie, les autorités ont battu, arrêté et molesté des personnes participant à des manifestations politiques pacifiques, notamment l'ex-champion d'échecs et actuel leader de l'opposition Garry Kasparov en novembre 2007.

Au Zimbabwe, en février 2007, la police armée anti-émeutes a violemment dispersé les rassemblements politiques, lançant des gaz lacrymogènes sur les partisans de l'opposition et en arrêtant plus de 70 dans les villes d'Harare et de Bulawayo, avant d'imposer une interdiction de trois mois frappant tous les meetings politiques et les manifestations à Harare, la capitale. En Égypte et en République démocratique du Congo, les autorités ont également recouru à la violence pour disperser les rassemblements.

La répression de la société civile

Outre les partis politiques, une démocratie pleine de vitalité suppose l'existence d'une variété d'associations et d'organisations afin que les citoyens puissent mobiliser un soutien en faveur de leurs préférences politiques et faire entendre leurs voix. Ces organisations de la société civile constituent donc une autre cible fréquente des dirigeants autocratiques.

En Russie par exemple, une loi de 2006 réglementant les organisations non gouvernementales (ONG) a servi de prétexte pour accroître les actes de harcèlement. Ladite loi exige que les associations présentent des rapports annuels sur leurs activités et sur leur utilisation de fonds étrangers sous peine de mise en liquidation—sanction qui a déjà été appliquée. En attendant, les organisations font

l'objet d'inspections intempestives et une loi de 2007 autorisant à qualifier toute infraction à caractère politique ou idéologique d'infraction « extrémiste » et à la sanctionner lourdement suscite l'inquiétude car cette disposition pourrait être utilisée pour réduire au silence toute opinion divergente.

Au Turkménistan, parmi les restrictions légales drastiques frappant les ONG, citons le besoin de déclarer chaque subvention auprès du gouvernement, d'informer ce dernier de chaque réunion et d'autoriser un représentant du gouvernement à y participer. Seules trois ONG indépendantes ont acquis une reconnaissance légale depuis 2003, dont une seulement a quelque chose à voir avec les droits humains ou l'obligation de rendre compte de ses actes. En Ouzbékistan, depuis le massacre de 2005 à Andijan, au moins 17 défenseurs des droits humains ont été emprisonnés sous des chefs d'accusation à caractère politique, des dizaines se sont vus obligés de mettre un terme à leur travail lié aux droits humains ou carrément de fuir le pays, et de nombreuses organisations internationales ont été forcées de quitter le territoire. Les Émirats Arabes Unis interdisent la plupart des organisations de la société civile et en août 2007, l'Autorité palestinienne a annoncé qu'elle obligerait 103 organisations de la société civile à fermer leurs portes pour une série de raisons techniques.

Dans les pays où les bailleurs de fonds internes appuyant les ONG critiques risquent de s'attirer les foudres du gouvernement, les restrictions touchant les sources de financement externes constituent un sérieux obstacle pour les voix indépendantes organisées. Ainsi l'Égypte a-t-elle éliminé une association locale de droits humains engagée dans une campagne énergique contre la torture. Pour ce faire, elle a réactivé une vieille plainte déposée contre l'association pour utilisation de fonds émanant d'un donateur étranger sans permission gouvernementale. La Jordanie et le Bahreïn ont élaboré un projet de loi similaire requérant l'autorisation du gouvernement pour utiliser des fonds provenant de l'étranger. L'Iran et la Syrie ont déjà adopté cette obligation et exercent un contrôle complet sur les opérations quotidiennes de la société civile. Le gouvernement tunisien a bloqué des subventions de l'Union européenne destinées à la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme et d'autres organisations indépendantes.

La dégradation de l'État de droit

Une grande partie des actes de répression et de manipulation décrits plus haut sont illégaux. Les gouvernements qui cherchent à y recourir doivent éviter tout contrôle juridique indépendant. Parfois, cela peut se faire en brutalisant et arrêtant les avocats, comme au Zimbabwe ou en Chine. Dans d'autres cas, il faut passer par des amnisties pour tout crime commis. Musharraf au Pakistan ainsi que les dirigeants militaires thaïlandais, par exemple, ont réussi à faire voter des amendements constitutionnels leur garantissant l'impunité pour des actions menées lors de leurs coups d'État respectifs. Musharraf a également révoqué les juges de la Cour suprême qui menaçaient de statuer contre la légitimité de sa nomination au poste de président, les remplaçant par des fidèles dociles qui ont rapidement validé le choix.

La faible réaction internationale

Le recours à ces techniques de banalisation de la démocratie n'a pas lieu en plein vide politique. Les gouvernements répressifs veulent peut-être s'assurer une légitimité de bas étage mais il faut que leurs pairs les laissent faire. Dans une large mesure, ces démocrates à la manque parviennent à se faire passer pour des vrais de vrais parce qu'ils profitent du fait que les démocraties plus établies nourrissent des attentes limitées à leur égard.

Il s'agit en partie d'un problème d'intérêts contradictoires. Les prétendus défenseurs d'une vision plus sérieuse de la démocratie ne sont que trop disposés à laisser les opportunités commerciales, l'accès aux ressources ou ce qu'ils considèrent être une obligation de lutter contre le terrorisme l'emporter sur leurs préoccupations en matière de bilan démocratique d'un gouvernement. Mais le problème vient aussi en partie du souhait d'éviter de paraître hypocrites. Même les démocraties apparemment les plus florissantes peuvent, comme nous l'avons constaté, juger inopportun de mettre l'accent sur tous les droits qui constituent une démocratie authentique de crainte que le sujet ne conduise à leurs propres violations.

Le problème se trouve aggravé par l'incohérence qui règne au niveau de la promotion de la démocratie. Et ce problème existe depuis longtemps. Par exemple, à l'heure actuelle, le gouvernement américain a mis en sourdine les vigoureuses critiques qu'il réservait principalement à de vieux adversaires ou parias tels que la Syrie, la Birmanie ou Cuba, pour leurs défaillances démocratiques. Washington a largement dispensé de ses remarques des alliés comme l'Arabie Saoudite, la Tunisie

ou l'Éthiopie, tandis que les pressions éphémères exercées sur d'autres nations, telles que l'Égypte ou la Jordanie, se sont émoussées. En fait, le gouvernement américain est souvent l'un des principaux bailleurs de fonds de ces gouvernements alliés en dépit de leurs pratiques répressives. Cette politique des deux poids, deux mesures donne à la promotion de la démocratie l'apparence d'un acte de convenance politique plutôt que d'un engagement de principe, affaiblissant la pression pour un réel changement démocratique.

L'Éthiopie est un bon exemple de pays ayant bénéficié de cette politique des deux poids, deux mesures. Le gouvernement du Premier Ministre Meles Zenawi a appréhendé des milliers de manifestants qui protestaient contre les fraudes commises lors des élections de 2005 et a inculpé de trahison 18 journalistes. Ces arrestations s'inscrivaient dans un cadre répressif plus large, avec notamment l'usage de la torture, la détention et l'intimidation de personnes perçues comme des opposants politiques et, plus récemment, une brutalité extraordinaire pour réprimer une rébellion dans la région d'Ogaden et pour combattre les forces islamiques chez le voisin somalien. Le gouvernement américain a exprimé sa consternation par rapport à la répression post-électorale mais l'Éthiopie, un partenaire clé dans la répression du terrorisme, reste le principal bénéficiaire de l'aide de Washington en Afrique sub-saharienne.

L'Éthiopie figure également parmi les grands bénéficiaires africains de l'aide de l'Union européenne. Après les violences électorales de 2005, l'UE, ainsi que la Banque Mondiale et le Royaume-Uni, ont suspendu des portions de leur soutien budgétaire direct à l'Éthiopie, mais le Royaume-Uni a de nouveau augmenté son aide depuis lors.

La Jordanie a également profité des attentes démocratiques réduites à son égard, dues en grande partie à la crainte du gouvernement américain de voir les islamistes du pays reproduire la victoire conquise par le Hamas dans les Territoires palestiniens occupés. Mais elles sont aussi dues à l'apparente gratitude de Washington envers la Jordanie pour son assistance dans la lutte contre le terrorisme, ce pays lui ayant fourni des centres de détention secrets où les suspects livrés par les États-Unis pouvaient être torturés. Les élections municipales organisées en Jordanie en juillet 2007 auraient été entachées de fraudes massives : des bus entiers de soldats auraient notamment été envoyés dans des bastions de l'opposition afin qu'ils votent pour le gouvernement, et il y aurait eu des votes multiples ainsi que des listes électorales trafiquées. Pourtant, tant l'ambassadeur américain que le Congrès

ont félicité les Jordaniens pour l'exercice de leurs droits démocratiques. Certaines de ces irrégularités se seraient reproduites lors des élections parlementaires de novembre, mais le Département d'État américain a « loué » le gouvernement jordanien pour avoir « veillé à ce qu'un pas de plus soit fait sur la voie du développement politique que suit le pays ». Le Département d'État s'est réjoui en particulier du recours à des « observateurs nationaux indépendants » sans faire remarquer que, comme il a été constaté, le gouvernement avait renié sa promesse de les autoriser à pénétrer dans les bureaux de vote, les forçant à tenter d'observer les procédures de l'extérieur.

La réaction de l'Union européenne à propos des élections jordanienes n'a pas été davantage réglée par des principes. A notre connaissance, l'UE n'a émis aucune protestation publique, alors que la Jordanie, en tant que membre de la Politique européenne de voisinage (PEV), a signé un Accord d'association avec l'UE, dont le respect des principes démocratiques et des droits humains fondamentaux est censé constituer un « élément essentiel ». Ce manque de réaction reflète les problèmes plus larges que pose la PEV, car contrairement aux excellents critères de Copenhague relatifs à l'adhésion à l'UE, il n'existe pas de points de repère ni de cadres chronologiques associés à la PEV, et celle-ci se focalise de plus en plus sur des questions telles que la coopération dans la gestion des frontières et le contrôle des migrations.

Ces gestes d'approbation non réglés par des principes laissent entendre que Washington et souvent l'Union européenne sont prêts à accepter une parodie d'élection pourvu que le « vainqueur » soit un allié stratégique ou commercial. La transparence du scrutin et les conditions d'ouverture de la campagne semblent importer moins que l'orientation politique du prétendu démocrate.

Une fausse dichotomie : le tyran que l'on connaît ou le tyran que l'on craint

La faible réaction internationale face à la manipulation de la démocratie est en partie fondée sur la crainte qu'un autocrate puisse être remplacé par quelqu'un ou quelque chose de pire. Commençant avec la victoire parlementaire du FIS en Algérie en 1991, la montée de l'islam politique a tout particulièrement avivé cette crainte. Les dictateurs futés ont appris à faire usage de la logique du « eux ou moi » pour justifier la poursuite de leur règne, mais cette dichotomie est souvent erronée.

Par exemple, en Égypte, Moubarak a profité de l'inquiétude des Occidentaux par rapport à une éventuelle victoire des islamistes en cas d'élections libres dans le pays. Moubarak peut brandir comme preuve les élections parlementaires de 2005, lorsque des candidats appuyés par les Frères Musulmans ont remporté une majorité des sièges pour lesquels ils s'étaient présentés. Il ne fait aucun doute que les Frères Musulmans jouissent d'une réelle cote de popularité mais cette popularité est en partie le résultat du choix limité qui existe. En trente ans, le gouvernement égyptien a refusé d'octroyer l'agrément à plus de 60 partis politiques alors qu'il n'en a reconnu que deux, dont l'un a ensuite été suspendu. Bon nombre de ces partis auraient pu servir de point de ralliement à une opposition laïque.

Bien que les Frères musulmans soient également interdits en tant que parti politique, ainsi que nous l'avons noté plus haut, ils ont été en mesure de faire de nombreux adeptes en offrant des services sociaux et en se forgeant la réputation d'un mouvement à l'épreuve de la corruption. Par conséquent, si un Égyptien cherche aujourd'hui une alternative à Moubarak et à son Parti démocratique national au pouvoir, les Frères Musulmans apparaissent comme la seule option digne de considération. Moubarak y trouve son intérêt car l'assentiment occidental à ses manipulations électorales peut plus que probablement s'expliquer à la lumière de ce faux choix politique. Les pressions américaines en faveur d'une démocratisation ont en grande partie cessé lors des résultats impressionnants engrangés en 2005 par les Frères Musulmans.

Au Pakistan, Musharraf s'est livré au même petit jeu. Il a justifié « l'état d'urgence » en le présentant comme l'unique alternative pour refouler al-Qaïda et les extrémistes islamiques. L'Occident a accepté, voire souscrit à la manipulation du paysage politique par Musharraf, la considérant comme une forme de « modération » et comme un pas sur le chemin de la « démocratie ». Peu importe que les Pakistanais aient traditionnellement voté pour les partis politiques centristes (aussi corrompus et incompétents qu'ils aient souvent été), que les partis politiques islamistes n'aient jamais remporté plus de 11 pour cent des voix lors d'élections nationales compétitives, que les attaques de Musharraf contre le centre modéré l'aient forcé à rechercher une alliance avec les islamistes et à les soutenir lui aussi, et que le manque de possibilités de voir un changement politique pacifique s'opérer sous un gouvernement militaire soit un puissant vecteur de recrutement pour les islamistes.

La réaction incohérente de l'administration Bush suite à la proclamation de l'état d'urgence par Musharraf illustre bien le problème. D'une part, le Secrétaire d'État adjoint John Negroponte s'est envolé pour Islamabad afin de demander à Musharraf de lever l'état d'urgence et de libérer les milliers de prisonniers politiques qui avaient été arrêtés. Il a même déclaré, à juste titre, que « l'état d'urgence n'est pas compatible avec des élections libres, honnêtes et crédibles ». Même Bush a exhorté Musharraf à « ôter son uniforme ».

Mais d'autre part, à l'heure où sont écrites ces lignes, le gouvernement américain n'a encore jamais demandé à Musharraf de réhabiliter les juges indépendants de la Cour suprême qu'il avait révoqués au profit d'alliés dociles qui ont entériné sa nomination au poste de président alors qu'il était encore chef de l'armée. Washington n'a pas davantage suspendu ne fût-ce qu'une partie de son assistance militaire considérable. Le message envoyé consistait à montrer que plutôt que de mettre en péril le mandat de son allié antiterroriste, le gouvernement américain préférerait dissocier la démocratie de l'État de droit. Washington a également semblé vouloir empêcher les tribunaux de continuer à libérer des suspects qui avaient disparu aux mains de la Direction des services de renseignement interarmées du Pakistan (ISI), un service répressif de détention et d'interrogatoire auquel le gouvernement américain a eu l'occasion de recourir.

La crainte suscitée par la montée de l'activisme islamique semble également être à l'origine d'une réaction internationale en demi-teinte par rapport au Bangladesh. Au départ, la communauté internationale a promu une vision de la démocratie davantage réglée par des principes. Les Nations Unies et l'Union européenne ont estimé que les élections prévues pour janvier 2007 étaient trop compromises pour justifier l'envoi d'observateurs, contribuant ainsi à leur report. Néanmoins, le gouvernement intérimaire mis en place pour soi-disant garantir des élections libres et honnêtes a préféré décréter « l'état d'urgence » et est devenu l'instrument d'un pouvoir militaire de facto, présidant à un grand nombre d'arrestations arbitraires, à des actes de torture et des morts de prisonniers détenus par les forces de sécurité libres d'agir en toute impunité. Les gouvernements américain, britannique et indien se sont inquiétés de la lenteur des préparatifs électoraux mais pas du piètre bilan affiché par le pays en matière de droits humains. Ils n'ont pas davantage appelé l'armée à restituer les pleins pouvoirs à un gouvernement civil. L'UE a toutefois exprimé une opinion plus tranchée et elle fournit une assistance financière destinée à la gouvernance et aux droits humains.

Une telle complicité envers des pouvoirs dictatoriaux est parfois justifiée avec condescendance par l'argument selon lequel les populations concernées—souvent musulmanes, fréquemment arabes—ne sont pas « prêtes » pour la démocratie, que les risques existant dans ces sociétés sont simplement trop importants pour leur accorder les droits à la liberté et à l'autogouvernance auxquels aspirent les peuples partout ailleurs. En d'autres termes, les gouvernements occidentaux se plaignent parfois du fait qu'il n'existe pas d'opposition digne d'un soutien. Mais ce supposé manque de maturité, cette absence d'alternatives politiques, ne sont rien d'autre que le fruit des conditions politiques faussées que les dirigeants de ces pays ont léguées à leurs peuples avec l'assentiment de l'Occident. La véritable raison d'être de la répression mise en place par les pseudo-démocrates est de juguler l'émergence d'une opposition réelle. De fait, dans le cas de l'Arabie Saoudite, le manque de maturité est une excuse que le gouvernement a lui-même invoquée pour éviter la tenue d'élections. Au Pakistan, Musharraf a utilisé des prétextes similaires, accusant l'Occident d'entretenir une « obsession irréaliste avec votre forme de démocratie, vos droits humains et vos libertés civiles ... que vous avez mis des siècles à (instaurer) mais que vous voulez que nous adoptions en quelques mois. ... Ce n'est pas possible ».

Rejeter cette logique ne revient pas non plus à laisser entendre que des élections libres et immédiates constituent la réponse au problème. Tout comme l'extrémisme tend à se développer dans un environnement politique restreint, il risque de s'imposer si des élections sont convoquées subitement dans ce type d'environnement. Une réponse plus subtile est nécessaire, qui pousserait les autocrates à autoriser un éventail de choix politiques avant de se précipiter vers des élections—c'est-à-dire à accorder la priorité au respect d'un ensemble de droits politiques essentiels avant de passer au scrutin. Au lieu d'accepter les quelques options réduites d'un dictateur comme étant les seules concevables, les promoteurs de la démocratie devraient faire pression pour transformer le paysage politique de façon à ce que les électeurs se trouvent en présence d'une série d'options politiques sérieuses avant d'exprimer leurs suffrages. Ce choix authentique constitue en général un ennemi de l'extrémisme.

Miser sur le « démocrate » plutôt que sur les principes démocratiques

Une erreur courante est de soutenir une personne qui se proclame « démocrate » plutôt que d'appuyer les principes de droits humains qui donnent tout son sens à la démocratie. Les démocraties établies semblent de plus en plus rechercher des

personnes—plutôt que des institutions—pour sauver la mise, espérant que la population assimilera l’ascension d’un leader enclin au discours démocratique à l’avènement de la démocratie elle-même, bien que la première leçon de théorie démocratique est que le pouvoir illimité tend à la tyrannie. Cette erreur a certainement caractérisé la politique occidentale envers le Pakistan de Musharraf, mais elle a également joué un rôle central dans la réaction face à des pays aussi dissemblables que la Russie, le Nigeria et la Géorgie.

Comme chacun sait, Bush a donné l’accolade à Poutine en 2001 après l’avoir «regardé dans les yeux et vu son âme ». Lorsque Poutine a entrepris systématiquement de saper presque chaque centre d’influence lui faisant concurrence en Russie—la Douma, les gouverneurs régionaux, la presse, les ONG, et même les oligarques—, le gouvernement américain a fini par réagir mais il avait laissé passer sa chance de bâtir dès le départ des relations américano-russes basées sur des principes plutôt que sur une alchimie personnelle.

L’Allemagne, qui joue traditionnellement un rôle de premier plan dans la définition de la politique de l’Union européenne envers la Russie, a présenté un bilan partagé en 2007. Peut-être parce qu’elle a grandi à l’Est sous domination soviétique, la Chancelière allemande Angela Merkel voit plus clair dans le jeu de Poutine que son prédécesseur à l’esprit mercantile, Gerhard Schröder. À plusieurs reprises, elle s’est exprimée ouvertement à propos des tendances inquiétantes qui se dessinent en Russie, et lors de son premier voyage à Moscou en 2006, elle n’a pas manqué de rendre visite à des ONG de défense des droits humains. Cela a fait naître l’espoir que l’Allemagne accorderait davantage d’importance aux droits humains lorsqu’elle assumerait la présidence de l’UE au cours du premier semestre 2007. En fait, les droits humains ont continué d’être en grande partie relégués dans des consultations de bas niveau. Merkel a bien soulevé la question des droits humains lors du sommet UE-Russie en mai 2007, alors que des manifestations étaient réprimées, mais la présidence suivante de l’UE, sous l’égide du gouvernement portugais, a miné cet effort en assimilant ceux qui soulèvent des questions de droits humains à des « donneurs de leçons ».

Les gouvernements américain et britannique ainsi que l’UE se sont exprimés franchement à propos des fraudes criantes qui ont entaché les élections présidentielles et parlementaires du Nigeria en avril 2007 ; ces gouvernements occidentaux se sont néanmoins montrés empressés de travailler avec le Président

Yar'Adua en raison de son discours réformiste, alors que les circonstances de son élection avaient établi un précédent tellement plus éloquent que ses paroles conciliantes. Yar'Adua n'a pas davantage traduit son message réformiste en poursuites judiciaires contre un seul responsable des fraudes et des violences politiques survenues en marge des élections. Ici aussi, le message semble être qu'aussi longtemps que le dirigeant concerné est bien disposé envers l'Occident, même des élections truquées suffiront pour le légitimer.

En Géorgie, la Révolution des roses de 2003 a amené au pouvoir un gouvernement ayant un solide engagement envers les principes démocratiques et une société civile dynamique. Mais de graves problèmes de droits humains ont persisté dans les années qui ont suivi, particulièrement dans le système de justice pénale. Pourtant, les organisations internationales et les gouvernements—surtout celui des États-Unis—ont résisté aux fortes critiques, souhaitant se fier aux bonnes intentions d'un allié formé en Occident, le Président Mikhaïl Saakashvili. Épouser la cause d'une personne plutôt que celle des principes démocratiques présente un danger, lequel est devenu apparent en novembre 2007, lorsque le gouvernement géorgien s'est livré à une violente répression contre des manifestants et a imposé un état d'urgence de neuf jours.

Comme nous l'avons noté, la politique américaine par rapport au Pakistan a été dominée par cette tendance qui consiste à réduire la démocratie à des personnalités privilégiées. Outre le fait d'avoir accepté la révocation de la Cour suprême par Musharraf pour que ce dernier conserve la présidence, l'administration Bush a consacré énormément d'énergie à négocier un accord entre Musharraf et la candidate premier ministrable préférée de Washington, l'ex-premier ministre Benazir Bhutto, ouvrant la voie à son retour d'exil au Pakistan. Mais en septembre, lorsque le gouvernement Musharraf a bloqué une première tentative de retour de l'ex-premier ministre en exil Nawaz Sharif, principal rival civil de Bhutto, le porte-parole du Département d'État américain a déclaré : « Le règlement de cette question est totalement et exclusivement du ressort des Pakistanais ».

La Turquie laissée en rade

La Turquie a peut-être constitué le test le plus important au regard de l'engagement de l'Union européenne envers la démocratie et les droits humains. En principe, l'UE s'est engagée à admettre la Turquie en son sein—étape d'une énorme importance—

si Ankara répond aux critères de Copenhague relatifs à la démocratie et aux droits humains. Néanmoins, des responsables européens clés—en particulier la Chancelière allemande Angela Merkel et le Président français Nicolas Sarkozy— se sont exprimés ouvertement contre l’adhésion de la Turquie à l’UE. L’entrée de la Turquie au sein de l’Union étant aujourd’hui perçue comme une possibilité plus lointaine, l’UE a elle-même perdu de son emprise et a vu s’amenuiser l’influence de ceux qui, en Turquie, invoquaient la perspective d’une adhésion à l’UE comme une raison de procéder à des réformes. Il n’est pas étonnant que l’armée ait à nouveau commencé à s’immiscer dans les affaires gouvernementales, allant jusqu’à lancer la tentative de coup d’État électronique mentionnée plus haut pour bloquer la nomination d’Abdullah Gül à la présidence. Le fait que le gouvernement civil ait réussi à faire échec à cette tentative de coup d’État est dû à l’insistance du peuple turc beaucoup plus qu’à la promesse vaporeuse faite par l’UE d’accueillir en ses rangs une Turquie démocratique, respectueuse des droits.

Conclusion

Le fait que même les dictateurs en soient venus à croire que la voie de la légitimité passe par l’obligation de brandir l’étiquette de la démocratie est un signe d’espoir. Des valeurs largement partagées et profondément ressenties soutiennent le principe que la souveraineté est du ressort de la population d’un pays et qu’en définitive, le pouvoir de gouverner lui appartient. Mais ce progrès est fragile et son importance dépend en grande partie de l’engagement des démocraties établies du globe. Si elles cautionnent n’importe quel dictateur qui se livre à une parodie d’élection, si elles acceptent que leur engagement envers la démocratie se dilue dans leur quête de ressources, leur recherche de perspectives commerciales et leurs visions à courte vue de la sécurité, elles déprécieront la démocratie. Et si les dictateurs peuvent s’en tirer en s’érigeant en « démocrates », ils auront acquis un outil puissant pour déjouer les pressions en faveur du respect des droits humains. L’heure est venue de cesser de vendre la démocratie au rabais et de commencer à mettre en place une vision plus large et plus responsable du concept, qui intègre tous les droits humains.

Ce rapport

Le présent rapport est le dix-huitième compte rendu annuel de Human Rights Watch sur les pratiques des droits humains partout dans le monde. Il résume les grands problèmes des droits humains dans plus de 75 pays à travers le globe, sur la base des événements survenus jusqu’à la fin du mois de novembre 2007.

Chaque chapitre par pays identifie les problèmes majeurs en matière de droits humains, examine la liberté dont jouissent les défenseurs locaux des droits humains pour mener à bien leur travail, et analyse la réponse des principaux acteurs internationaux, notamment les Nations Unies, l'Union européenne, le Japon, les Etats-Unis, ainsi que diverses organisations et institutions régionales et internationales.

Ce document est le fruit d'un vaste travail d'investigation entrepris en 2007 par l'équipe de chercheurs de Human Rights Watch, généralement en étroite partenariat avec les militants des droits humains dans les pays concernés. Il reflète également le travail de notre équipe chargée des campagnes de sensibilisation, qui supervise l'évolution des politiques mises en place et s'efforce de convaincre les gouvernements et les institutions internationales de mettre fin aux exactions et de promouvoir les droits humains. Les publications de Human Rights Watch, diffusées tout au long de l'année, contiennent des informations plus détaillées sur bon nombre de points soulevés dans les résumés concis qui composent le présent ouvrage. Ces publications sont disponibles sur le site web de Human Rights Watch, www.hrw.org.

A l'instar des années précédentes, ce rapport ne présente pas de chapitre sur chaque pays où travaille Human Rights Watch, et il ne se penche pas sur chaque question importante. Le fait de ne pas inclure un pays ou un problème déterminé n'est souvent que le reflet de limitations en termes de personnel et ne devrait pas être compris comme une quelconque position par rapport à l'importance d'un problème. Nombreuses sont les violations des droits humains que Human Rights Watch n'est tout simplement pas en mesure de traiter.

Les facteurs que nous avons jugés déterminants pour orienter notre travail en 2007 (et choisir le contenu de cet ouvrage) sont les suivants: le nombre de personnes affectées et la gravité des exactions commises, l'accès au pays et la disponibilité des informations qui s'y rapportent, la possibilité d'influencer les forces qui perpètrent les exactions, l'importance de certaines questions thématiques, et le besoin de renforcer le travail des organisations locales de défense des droits humains.

Le Rapport mondial ne contient pas de chapitres séparés concernant notre travail thématique mais il inclut ces questions directement dans les chapitres relatifs aux

pays. Si vous souhaitez de plus amples informations sur notre travail concernant les droits des enfants, les droits des femmes, les armes et les questions militaires, le commerce et les droits humains, le VIH/SIDA et les droits humains, la justice internationale, le terrorisme et le contre-terrorisme, les réfugiés et les personnes déplacées, les droits des lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transgenres, ainsi que sur nos festivals internationaux du film, n'hésitez pas à consulter le site web de Human Rights Watch.

Kenneth Roth est le directeur exécutif de Human Rights Watch.